SECURITE ALIMENTAIRE ET IMPLICATIONS HUMANITAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

N°55 - Avril 2014

L'ESSENTIEL

Sections

Campagne
agropastorale

Situation
acridienne

Déplacements

Marchés
internationaux

Marchés
locaux

Sécurité
alimentaire

Pour aller à
la section

- ◆ Les résultats du forum PRESAO indiquent de fortes probabilités pour que les précipitations attendues pour 2014 soient inférieures à celles de 2013 dans la région, en particulier à l'ouest du Sahel
- ◆ L'indice FAO des prix des produits alimentaires enregistre une forte augmentation pour le deuxième mois consécutif
- ◆ Les prix des céréales sèches (mil, sorgho) restent toujours élevés et supérieurs à la moyenne quinquennale
- ◆ De fortes hausses des taux d'insécurité alimentaire sont notées dans les zones ayant enregistré des déficits de production au Tchad et en Mauritanie

Les prévisions climatiques issues du PRESAO 17 indiquent que les précipitations en 2014 seront probablement inférieures à celles de 2013. Des précipitations inférieures à la moyenne saisonnière sont attendues sur la majeure partie de la Guinée, du Sénégal, de la Gambie et certaines localités du Mali et de la Mauritanie. Les dates de début et fin de la saison pourraient être tardives à normales sur presque toute l'Afrique de l'Ouest. Une mise à jour de ces données est attendue d'ici fin mai – début juin.

Les conflits persistants en République centrafricaine et au Nigéria contribuent à maintenir un afflux de réfugiés dans les pays sahéliens, notamment au Niger et au Tchad. Une aide alimentaire d'urgence est nécessaire pour la majorité de ces réfugiés et pour les populations hôtes qui sont affectées par ces mouvements de population.

L'indice FAO des prix globaux des produits alimentaires est à son plus haut niveau depuis mai 2013, à cause d'une hausse des prix de tous les produits, exception faite du lait. Cette situation est attribuable aux mauvaises perspectives de récoltes aux États-Unis et au Brésil ainsi qu'aux tensions géopolitiques dans la région de la mer Noire. Les implications au niveau de l'Afrique de l'Ouest de cette hausse globale des prix doivent être suivie de près.

Les prix des céréales sèches (mil, sorgho) sur les marchés en Afrique de l'Ouest restent toujours élevés et supérieurs à la moyenne des cinq dernières années, ce qui affecte négativement le pouvoir d'achat des ménages qui dépendent des marchés pour s'alimenter.

Au Sahel, de zones ayant enregistré des déficits de production, telles que le centre et le sud de la Mauritanie, les régions de Wadi Fira et Barh El-Ghazel au Tchad, dans les départements de Kanel et Ranérou au Sénégal enregistrent une forte hausse des taux d'insécurité alimentaire. En Côte d'Ivoire, la situation alimentaire au Nord et à l'Ouest s'est sensiblement améliorée due en partie à la présence de nombreux projets de développement agricoles et aux interventions humanitaires dans ces zones.

Mesures clés pour les partenaires régionaux

- Renforcer le suivi de la sécurité alimentaire dans les pays qui connaissent des soudures précoces surtout au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal et au Tchad
- Plaidoyer pour un financement à temps des actions prioritaires de l'Appel humanitaire Sahel pour les ménages déjà en insécurité alimentaire, pour la préparation de la saison agricole principale et la période de soudure
- Suivre les déplacements de populations en provenance de la RCA et du Nigeria
- Suivre la mise à jour des prévisions climatiques saisonnières

Objectif : Dans le cadre des réunions mensuelles du Groupe Régional de Travail Sécurité Alimentaire et Nutrition pour l'Afrique de l'Ouest, dans une perspective humanitaire, le PAM et la FAO informent grâce à ce document le groupe sur les faits saillants de la sécurité alimentaire du mois écoulé.

La réunion restreinte du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires dans le Sahel et l'Afrique de l'Ouest (RPCA) tenue à Paris (France) du 14 au 16 avril 2014 a confirmé les productions cérésières pour la campagne 2013/2014 au Sahel et en Afrique de l'Ouest. La production cérésièrre globale est estimée à 57 millions de tonnes, soit une hausse de 11 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années et équivalente à celle de 2012. Au niveau des pays membres du CILSS, la production cérésièrre est estimée à 19,5 millions de tonnes, équivalente à la moyenne quinquennale et en baisse de 12 pour cent par rapport à l'année passée.

Au Sahel, la période de soudure continue dans les zones du Niger, du Sénégal et du Tchad ayant souffert d'un déficit de pluies pendant la campagne 2013/2014. En ce qui concerne les activités agricoles, seules les cultures irriguées se poursuivent. A titre d'exemple, au Niger la production de riz au titre de la campagne saison sèche 2013/2014 se poursuit et les récoltes de paddy ont déjà commencé au niveau des périmètres irrigués situés le long du fleuve Niger.

Figure 1 : Prévision climatique saisonnière des précipitations de juin/juillet/août

Les dates prévues de début de la saison des pluies seraient tardives à normales, en particulier sur la façade Ouest et la bande sahélienne, sur toute la partie nord de la bande agricole du Sahel élargie à toute la partie sud du Tchad. Par contre, elles seraient précoces à normales au Burkina Faso, dans les localités du Mali faisant frontières avec le Burkina Faso, l'extrême Ouest du Niger, dans le centre-ouest du Nigeria et dans les parties nord de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo et du Bénin.

Les dates de fin de saison seraient globalement tardives à normales sur toute la zone. Toutefois, certaines localités pourraient connaître des fins relativement normales à précoces.

En ce qui concerne l'hydrologie, des écoulements globalement moyens par rapport à la référence 1982 – 2012 sont attendus pour la majeure partie des bassins fluviaux de la région :

Écoulements moyens : bassins du Fleuve Sénégal, du Fleuve Gambie, du Fleuve Ouémé (Bénin), dans la partie supérieure et inférieure du bassin du Fleuve Niger, dans le système du Chari-Logone du Bassin du Lac Tchad,

Écoulements moyens à légèrement excédentaires : bassin du Fleuve Comoé (Côte d'Ivoire), la partie moyenne du bassin du Fleuve Niger, le sous-bassin du Bénoué (Nigeria), le sous-bassin de la Komadougou Yobé (Niger et Nigeria), le haut bassin de la

Pour ce qui concerne la situation pastorale, la rareté des pâturages se fait sentir et le cheptel commence à se concentrer autour des principaux points d'eau pastoraux. Cette situation est observable au Niger où l'état d'embonpoint des animaux se détériore. Au Mali, le déficit fourrager enregistré dans la partie nord du pays accentue les mouvements du bétail vers les zones du Centre et du Sud qui sont mieux fournies en pâturage. [AfriqueVerte](#)

Le forum du PRESAO 17 qui s'est tenu du 28 avril au 2 mai 2014 à Bamako (Mali) a élaboré les prévisions saisonnières des caractéristiques pluviométriques, agro-climatologiques et hydro-climatiques de la saison des pluies 2014. De façon globale, il y a une forte probabilité que les précipitations soient déficitaires à normales sur la majeure partie du Sahel Ouest, pendant les périodes de juin à août et de juillet à septembre. Quant aux pays de la zone Centrale et de la partie Est du Sahel, de même qu'au nord des pays du Golfe de Guinée, la tendance montre qu'ils doivent s'attendre plutôt à des précipitations normales à déficitaires. Toutefois, toutes ces zones pourraient connaître des perturbations dans la distribution des événements pluvieux durant la saison.

Figure 2 : Prévision climatique saisonnière des précipitations de juillet/août/septembre

Figure 3 : Prévision des dates de début de saison des pluies

Volta (Burkina Faso),

Écoulements moyens à déficitaires : bassin du Fleuve Bandama (Côte d'Ivoire).

Ces prévisions sont susceptibles d'évolution au cours de la saison des pluies. Par conséquent, il est fortement recommandé de suivre les mises à jour qui seront faites en juin, juillet et août par le Centre Régional AGRHYMET, l'ACMAD et les services météorologiques nationaux. [CILSS](#)

Situation acridienne au 3 avril 2014

Situation est restée calme pendant le mois de mars

La situation est restée calme en Afrique occidentale pendant le mois de mars. Des conditions sèches ont prévalu dans le nord du Sahel d'Afrique de l'Ouest. Aucune prospection n'a été réalisée ni aucun criquet signalé en mars. En Mauritanie, on ne s'attend à aucun développement significatif. Au Mali, des criquets en faibles effectifs sont probablement présents et vont persister dans des parties de l'Adrar des Iforas. Au Niger, des ailés épars vont

probablement persister dans quelques sites des montagnes de l'Aïr et du Tamesna, où une reproduction à petite échelle pourrait avoir lieu dans les zones bénéficiant de pluies ou de ruissellements. [FAO](#)

[Plus d'informations sur ...](#)

Situation des déplacements de population dans la région

Les réfugiés en provenance de la République centrafricaine (RCA) et du Nigeria continuent à affluer vers la région

Mali : Les opérations de vérification et d'évaluation menées par l'OIM et ses partenaires attestent de la baisse du nombre de personnes déplacées au Mali. Le nombre de personnes déplacées dans le pays s'élève désormais à 137 096 ce qui représente une diminution par rapport aux données DTM (Matrice de Suivi des Déplacements) du mois d'octobre 2013 (283 726 personnes déplacées) et de février 2014 (199 575 personnes déplacées). Cette baisse peut être largement attribuée à une amélioration de la sécurité. Bamako accueille le plus grand nombre de personnes déplacées, suivie par les régions du nord de Tombouctou, Kidal et Gao. [IOM](#)

Tchad : Le Tchad a reçu le plus grand nombre de réfugiés et de personnes évacuées en provenance de la République centrafricaine (RCA) avec un total de plus de 102 000 depuis décembre 2013, comprenant 8 000 réfugiés et 94 441 ressortissants de pays tiers (RPT) et évacués du Tchad. Beaucoup de familles qui reviennent ont vécu en RCA pendant deux ou trois générations et n'ont pas de liens avec le Tchad. Une mission conjointe ONU / ONG dans l'une des zones de retour a montré que les rapatriés ont besoin d'aide humanitaire d'urgence. [OCHA](#)

Niger : La dégradation continue de la situation sécuritaire au nord-est du Nigeria pousse de plus en plus les populations à chercher refuge dans les zones frontalières. Une évaluation rapide conduite à la mi-mars par International Rescue Committee (IRC) avec l'appui et en coordination avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), révèle que 10 436 personnes, dont un peu plus de la moitié sont des retournés nigériens (5 733) et des réfugiés nigériens (4 663), ont trouvé refuge dans 17 localités de la zone du Lac Tchad dans la région de Diffa. Cette région accueille 50 000 personnes déplacées et reçoit 1 000 nouveaux arrivants par jour. [OCHA](#)

Nigeria : La situation sécuritaire dans les Etats de Yobe, Adamawa et Borno continue de se détériorer. Selon OCHA, à la date du 25 février, plus de 520 000 personnes, principalement des femmes, des enfants et des personnes âgées, sont déplacées à l'intérieur du Nigeria (471 000 personnes) et plus de 57 000 se sont réfugiées dans les pays voisins (Cameroun, Niger et Tchad). Selon NEMA (National Emergency Management Agency), l'Etat du Borno accueille le plus grand nombre de déplacés (111 000 personnes). La grande majorité des personnes déplacées internes vivent avec les communautés d'accueil, tandis que 5 300 résident actuellement dans des camps temporaires. Au Cameroun selon UNHCR et les autorités locales, les réfugiés nigériens sont au nombre de 12 000. [ACAPS](#).

Tendance sur les marchés internationaux

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires est en forte augmentation pour le deuxième mois consécutif

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires s'est établi en moyenne à 212,8 points en mars 2014, soit une hausse de 4,8 points (ou 2,3 pour cent) par rapport à février, et son plus haut niveau depuis mai 2013. La hausse du mois dernier s'explique en grande partie par des conditions météorologiques défavorables pour certaines cultures et les tensions géopolitiques dans la région de la mer Noire. Dans l'ensemble, sauf pour l'indice FAO des produits laitiers, qui a chuté pour la première fois en quatre mois, tous les autres indices de prix des produits de base ont enregistré des gains, le sucre et les céréales affichant la plus forte progression.

Figure 4 : Indice FAO des prix des produits alimentaires

Source : [FAO](#)

L'Indice FAO des prix des céréales s'est établi en moyenne à 205,8 points en mars, soit 10 points (5,2 pour cent) de plus qu'en février, marquant le deuxième mois de forte hausse. En mars, l'indice a atteint son plus haut niveau depuis août 2013, mais il est resté bien en deçà (34,6 points ou 14,4 pour cent) de sa valeur de mars 2013. La forte hausse du mois dernier s'explique par une forte

Tendances sur les marchés en Afrique de l'Ouest (Suite)

Les prix des céréales sèches (mil, sorgho) restent toujours élevés et supérieurs à la moyenne quinquennale

En Guinée-Bissau, les prix mensuels des riz local et importé sont restés stables sur le marché de la capitale Bissau mais sont supérieurs à leur moyenne quinquennale de respectivement 30 pour cent et 41 pour cent (Source : SIM, PAM).

Au Burkina Faso, début avril, la tendance générale des prix des céréales est à la stabilité, voire à la baisse pour certaines céréales sèches (mil et sorgho). Cette évolution des prix s'explique par la disponibilité des céréales sur les marchés. Les baisses les plus significatives ont été enregistrées pour le mil (-13 pour cent à Bobo, -10 pour cent à Dori) et pour le sorgho (-13 pour cent à Dori). Toutefois, quelques hausses ont été observées notamment pour le maïs (9 pour cent à Bobo ; 3 pour cent à Nouna), pour le sorgho (4 pour cent à Fada ; 3 pour cent à Ouaga), et pour le mil (3 pour cent à Dédougou) (Source : Afrique Verte, PAM).

Au Mali, début avril, la tendance générale de l'évolution des prix des céréales est à la stabilité voire à une légère baisse pour les céréales sèches. Seul le marché de Tombouctou a enregistré une hausse de 2 pour cent pour le mil. Les baisses les plus significatives ont été enregistrées pour le maïs à Bamako (-8 pour cent) et à Gao (-6 pour cent), pour le riz importé à Tombouctou (-7 pour cent) et pour le sorgho à Kayes (-6 pour cent). Sur les autres marchés, on observe une stabilité générale pour tous les produits (Source : Afrique Verte, PAM).

Au Niger, la tendance générale des prix est à la stabilité. Toutefois, quelques hausses ont été observées i) pour le mil : 9 pour cent à Zinder, 7 pour cent à Tillabéry et 5 pour cent à Maradi, ii) pour le sorgho : 5 pour cent à Niamey et 3 pour cent à Maradi. La situation

des marchés est dominée par une relative stabilité de prix à la faveur d'un bon niveau de l'offre (qualifié de 'moyen' à 'bon' selon les acteurs des marchés) face à une demande restée quasiment stable au cours de ces trois derniers mois (Source : Afrique Verte, PAM).

Au Nigeria, la situation est presque similaire à celle du Niger. Excepté le mil à Jibia, l'offre est à un niveau élevé record comparativement à la normale selon les enquêteurs du SIMA. Les importations nigériennes, camerounaises et tchadiennes se poursuivent régulièrement mais à un rythme moins soutenu par rapport au niveau observé l'année passée à la même période (Source : PAM).

Au Ghana, dans la région du Nord, les prix des céréales de base sont plus élevés par rapport à l'année précédente (30 pour cent en moyenne) et à la moyenne quinquennale (43 pour cent en moyenne). Les prix du bétail ont également augmenté en raison d'une forte demande. A titre d'exemple, dans le marché de Tamale, le prix moyen d'un bélier de taille moyenne a augmenté de 12 pour cent et celui d'une chèvre de taille moyenne de 50 pour cent par rapport à la même période de l'année précédente.

Au Tchad, les prix des céréales (mil, sorgho, riz, maïs) restent toujours élevés et supérieurs à la moyenne des cinq dernières années. Des hausses des prix mensuels du mil sont observées par exemple à Ndjamena (10 pour cent), Sarh (19 pour cent) et Moussoro (6 pour cent), tandis qu'ils ont baissé à Mongo (-7,7 pour cent). Pour le maïs, les prix mensuels sont à la baisse dans la région du Lac (-8 pour cent) (Source : FEWS NET, PAM).

Impact sur la sécurité alimentaire

Détérioration de la sécurité alimentaire dans des régions du Tchad et de la Mauritanie

Au Burkina Faso, le Système d'Alerte Précoce (SAP) en collaboration avec ses partenaires (PAM, FAO, CILSS, ACF, FEWS NET) a conduit une enquête de vulnérabilité alimentaire en milieu urbain dans la ville de Ouagadougou sur un échantillon de 1 000 ménages et de 372 enfants de moins de cinq ans du 14 au 28 février 2014. Les résultats provisoires de l'analyse selon l'indice de l'accès déterminant l'insécurité alimentaire des ménages (HFIAS) montrent que 58 pour cent des ménages s'estiment en insécurité alimentaire dont 30 pour cent en insécurité alimentaire grave. Les familles polygames (37 pour cent) et les ménages dirigés par les femmes (39 pour cent) sont les plus touchés par l'insécurité alimentaire. En fonction du niveau des stocks alimentaires, les résultats montrent que les ménages sans stock alimentaire, qui s'approvisionnent de façon journalière au marché, s'estiment plus en insécurité alimentaire (52 pour cent). L'insécurité alimentaire est plus fortement ressentie dans les ménages dépendants de la vente de produits agricoles, d'un emploi non qualifié ou sans emploi. Les dépenses alimentaires représentent en moyenne 62 pour cent des dépenses chez les ménages très pauvres. Le taux de la MAG est de 6,5 pour cent, celui de l'insuffisance pondérale de 9,4 pour cent et celui de la malnutrition chronique de 14,8 pour cent.

En Côte d'Ivoire, selon l'analyse du Cadre Harmonisé de classification de l'insécurité alimentaire qui s'est déroulée du 03 au 07 mars 2014 à Abidjan (Côte d'Ivoire), 384 000 personnes, soit moins de 2 pour cent de la population, sont considérées comme étant en situation alimentaire de crise. Les zones qui auront un fort taux de population en crise pendant la soudure sont le Centre-Nord (9 pour cent), le Nord (5 pour cent), l'Ouest (5 pour cent) et le Sud-Ouest (5 pour cent). Ces populations auront besoin d'une assistance humanitaire immédiate. Les populations en insécurité alimentaire en phase sous pression sont estimées à 3 209 000 en mars et ce chiffre augmentera à 4 118 000 en période de soudure. Actuellement, la consommation alimentaire n'est pas adéquate dans l'ensemble, avec la réduction du nombre de repas par jour et une diversité alimentaire pauvre. L'évolution des moyens d'existence demeure sous pression avec une faible résilience des populations. Dans certaines zones du Nord-Ouest et Sud-Ouest, les stocks alimentaires sont limités, voire épuisés, entraînant une période de soudure précoce (avril à août). Pour d'autres zones du Centre, on note une assez bonne disponibilité alimentaire en général avec l'augmentation des productions de riz, de maïs, et des cultures maraîchères. Il est à noter que la situation alimentaire au Nord et à l'Ouest s'est sensiblement améliorée en partie à cause de la présence de nombreux projets de développement agricoles et aux interventions humanitaires dans ces zones.

Impact sur la sécurité alimentaire (Suite)

Détérioration de la sécurité alimentaire dans des régions du Tchad et de la Mauritanie

Au Sahel, des analyses HEA ont été conduites en mars 2014 dans des zones du Sénégal, du Niger, du Burkina Faso, du Mali et de la Mauritanie par Save the Children, OXFAM, HEA Sahel, Action contre la faim, le PAM, l'USAID et l'Union Européenne. Au Sénégal, des déficits de protection de moyens d'existence de 4 pour cent, 6 pour cent, 13 pour cent et 20 pour cent affectent respectivement les groupes des ménages très pauvres dans les zones analysées de Tambacounda et Matam pour la période de août à septembre et Kanel et Ranérou pour la période de juin à septembre. Ces déficits s'expliquent par une baisse de la production agricole et une probable hausse de 9 à 12 pour cent des prix. Au Niger, les districts de Mayahi, Tessaoua sud, Agadez et Magaria central enregistrent des déficits sur les 16 enquêtes de base analysées. Ces déficits affectent les groupes des très pauvres pour des périodes allant d'avril, juin ou juillet, à septembre. Des déficits de survie sont notés à Tessaoua Sud et Magaria Central (6 pour cent et 17 pour cent). La politique de promotion de certaines cultures de rente comme le sésame et les cultures maraîchères ont largement contribué au renforcement du pouvoir d'achat des populations en général mais surtout celles des zones irriguées. Au Burkina Faso, des déficits de survie et de protection des moyens d'existence affectent les ménages très pauvres dans les provinces de Komondjari, Seno, Soum et Oudalan pour la période de mai/juin à septembre. (Source : [Save the Children](#))

Au Tchad, les déficits de productions agricoles des régions Wadi Fira et Barh El-Ghazel, la réduction des stocks alimentaires, la baisse des revenus tirés de l'agriculture, la hausse inhabituelle des prix contribuent à une forte hausse des taux d'insécurité alimentaire dans les régions de Wadi Fira et Barh El-Ghazel. (Source : [FEWS NET](#))

En Mauritanie, la période de soudure est précoce dans plusieurs localités du sud et de l'est du pays. La situation se dégrade rapidement sous l'effet de facteurs divers: baisse de production locale destinée à l'autoconsommation, l'absence de pâturage pour le bétail, la baisse des revenus et la hausse des prix des produits alimentaires. En réponse, le gouvernement a mis en place des distributions de vivres pour 300 000 bénéficiaires au cours du mois d'avril et a poursuivi son programme de vente de produits alimentaires à prix subventionnés. Les interventions en cours, si elles se poursuivent devraient permettre de contenir la dégradation de la situation de sécurité alimentaire qui reste sur une tendance haussière.

A vos agendas !

→ Réunion restreinte du dispositif de gestion et de prévention des crises alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest (PREGEC de juin). Date et lieux non disponibles.

Informations sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

www.wfp.org/food-security

Mme. Anne-Claire Mouilliez

Anne-Claire.Mouilliez@wfp.org

M. Malick Ndiaye

malick.ndiaye@wfp.org

www.fao.org/crisis/sahel/fr/

M. Jose Luis Fernandez

Jose Luis.Fernandez@fao.org

M. Patrick David

Patrick.David@fao.org